

Initiatives ministérielles

Les producteurs canadiens ont besoin de ce projet de loi et de l'aide financière qui l'accompagne dès maintenant. On prévoit que les revenus agricoles chuteront cette année car les producteurs canadiens sont victimes d'une guerre internationale dans laquelle leur gouvernement refuse d'intervenir. Je demande donc au gouvernement de faire preuve d'un peu de compassion à leur égard puisqu'ils ne peuvent pas obtenir de prêts d'exploitation cette année. Je répète encore qu'on ne peut obtenir de prêts pour couvrir ses frais d'exploitation en donnant des rendements agricoles futurs comme garantie.

Je prie donc le gouvernement de mettre à la disposition des agriculteurs un programme d'assurance-récolte dont ils pourront reporter le paiement des primes jusqu'à ce qu'ils aient vendu leurs récoltes. Il me semble que le gouvernement pourrait envisager cette possibilité, étant donné que nous vivons des temps très durs. Nous lui demandons uniquement d'assumer une partie des risques que ces gens courent au lieu de les laisser dans l'impossibilité de semer leurs grains parce qu'il n'ont pas les moyens de s'assurer.

J'ai en main une pétition que les membres du comité de comté de l'Office de commercialisation des producteurs de blé de l'Ontario ont présentée au vice-premier ministre et au ministre d'État (Céréales) le 6 mars dernier, soit il y a deux semaines, pour leur demander de venir à leur secours. Voici le libellé de cette pétition:

Les soussignés, producteurs de blé de l'Ontario, dûment élus membres du comité de comté, implorent le gouvernement fédéral de soutenir sans tarder le prix du blé d'un montant équivalant aux effets néfastes qu'exerce sur le cours du blé en Ontario le programme de stimulation des exportations des États-Unis. Pour ce faire, il n'a qu'à approuver la requête de l'Office du blé de l'Ontario qui demande un paiement initial garanti de 130 \$ la tonne en 1990.

Ces membres du comité de comté, dont les noms couvrent les trois pages que voici, représentent 25 000 producteurs de blé de l'Ontario.

Nous avons des lettres de demande de l'Ontario Corn Growers Association. Encore une fois, je demande au premier ministre et au vice-premier ministre d'admettre la gravité de la sécheresse qui a frappé plusieurs parties du sud-ouest et du centre de l'Ontario l'an dernier et de trouver des fonds pour aider les agriculteurs à ensemer leurs champs cette année.

La liste se poursuit. Les producteurs de soja aussi ont été frappés, de même que les producteurs de blé de la Saskatchewan.

Le 12 mars, l'association des producteurs de maïs a annoncé que les revenus de ses membres avaient chuté jusqu'à ne plus représenter que 28 p. 100 de ce qu'ils

étaient avant 1985. Cela démontre que les revenus ont beaucoup diminué depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs en 1984. Les sommes que le gouvernement a débloquées représentent à peine le dixième du budget actuel du programme américain de stimulation des exportations qui est de 570 millions de dollars. Ce budget sera porté à 900 millions l'an prochain.

Nous ne devons pas non plus oublier les subventions de la Communauté économique européenne que le secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture évaluait, le 5 mars dernier, à près de 80 \$ la tonne pour les céréales.

Compte tenu de la situation, j'exhorte le ministre et le gouvernement à accepter toutes les demandes d'aide et à agir maintenant avant qu'il soit trop tard, pour que nos producteurs puissent ensemer leurs champs pour la campagne agricole de cette année.

Les producteurs canadiens sont les plus efficaces du monde et produisent les récoltes de la meilleure qualité. Le gouvernement ne devrait pas se soustraire à sa responsabilité comme il le fait avec ce projet de loi et il devrait mettre en place un régime équitable d'assurance-récolte. Dans sa forme actuelle, il m'est impossible d'appuyer le projet de loi.

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, j'ai écouté les observations du député avec beaucoup d'intérêt. J'ai remarqué qu'il avait mentionné que certains producteurs de blé et de maïs qu'il avait rencontrés récemment signalent qu'un programme de soutien des prix est absolument nécessaire pour contrebalancer les effets des guerres que se livrent les États-Unis et la Communauté économique européenne en matière de céréales. Aurait-il l'obligeance de s'étendre un peu plus longuement sur la question? Pourrait-il nous parler notamment de l'initiative prise par les États-Unis il y a quelques années, qui visait à faire disparaître un programme de subventions dans tous les pays, ce qui est fort intéressant de la part d'un pays qui affecte le plus de deniers publics à la production du grain non préparé et des produits alimentaires?

Beaucoup d'autres pays ont des programmes qui forcent les consommateurs à payer davantage pour les produits alimentaires, par exemple, le Japon et certains pays européens. Les États-Unis sont le pays le plus déterminé à utiliser les deniers publics pour produire des denrées pour en faire baisser le prix. En conséquence, le consommateur paie très peu pour les produits alimentaires, soit environ 11 p. 100 de son revenu. Mais c'est un leurre, car l'impôt de ce même consommateur sert toujours à empêcher le prix des aliments de monter.